

Brochure n° 3051

Convention collective nationale

IDCC : 567. – **BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRERIE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**
(12^e édition. – Novembre 2002)

■ *Journal officiel* du 6 mai 2006

Arrêté du 25 avril 2006 modifiant des arrêtés portant extension d'accords conclus dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (n° 567)

NOR : SOCT0610940A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 2 novembre 2005 (publié au *Journal officiel* du 13 novembre 2005) portant extension de l'accord du 4 mai 2005 relatif aux salaires minimaux conventionnels, conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2006 (publié au *Journal officiel* du 4 février 2006) portant extension de l'accord du 26 janvier 2005 relatif au régime de prévoyance collectif, conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2006 (publié au *Journal officiel* du 10 février 2006) portant extension de l'accord du 4 juillet 2005 instituant un plan d'épargne interentreprises (PEI), conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent,

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté du 2 novembre 2005 susvisé, l'article 1^{er} de l'arrêté du 25 janvier 2006 susvisé et l'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} février 2006 susvisé sont modifiés comme suit :

Les termes : « , à l'exclusion des entreprises de moins de 10 salariés qui entrent dans le champ d'application de l'accord national paritaire du 8 décembre 2004 relatif à la formation des salariés employés dans les entreprises artisanales » sont supprimés.

Article 2

Le présent arrêté prend effet à dater de sa publication pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBEXELLE